

Publications périodiques

Comptes annuels

HOLGAT

Société par actions simplifiée au capital de 3 980 224 euros
Siège social : 2, route de Lacourtenours 31150 Fenouillet
500 860 812 R.C.S. Toulouse

Documents comptables approuvés par l'Assemblée Générale du 24 juin 2019

Comptes sociaux au 31 décembre 2018**1. Bilan au 31 décembre 2018**

(en euros)

Actif	31/12/18	31/12/17
Concessions, brevets et droits similaires	150	376
Autres immobilisations corporelles	100 500	120 407
Immobilisations en cours	69 439	0
Autres participations	68 506 602	68 506 602
Créances rattachées à des participations	25 329 190	25 203 174
Autres immobilisations financières	19 201	19 201
Clients et comptes rattachés	1 230 252	1 527 767
Autres créances	9 683 740	11 557 511
Disponibilités	258 157	572 097
Comptes de régularisation	188 833	309 115
Total de l'actif	105 386 068	107 816 256

Passif	31/12/18	31/12/17
Capital social	3 980 224	3 980 224
Prime d'émission	7 834 748	7 834 748
Réserve légale	372 150	372 150
Autres réserves	0	0
Report à nouveau	-13 480 436	-9 436 567
Résultat de l'exercice	-3 005 782	-4 043 868
Provisions règlementées	651 207	615 921
Provisions pour risques	30 000	30 000
Emprunts obligataires convertibles	93 288 127	88 642 911
Autres emprunts obligataires	14 450 000	18 700 000
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 673	1 812
Emprunt et dettes financières diverses	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	350 773	488 167
Dettes fiscales et sociales	913 382	630 758
Autres dettes	0	0
Comptes de régularisation	0	0
Total du passif	105 386 068	107 816 256

2. Compte de résultat au 31 décembre 2018

(en euros)

	31/12/18	31/12/17
Chiffre d'affaires nets	2 659 125	3 159 026
Reprise sur amortissements, provisions et transferts de charge	11 882	19 013
Autre produits	5	4
Achat de marchandises	223	19
Autres achats et charges externes	1 465 405	1 198 453
Impôts, taxes et versements assimilés	37 924	57 821
Salaires et traitements	969 684	1 171 940
Charges sociales	415 819	465 690
Dotations aux amortissements sur immobilisations	93 106	85 868
Autres charges	7 013	4 966
Résultat d'exploitation	-318 173	193 284
Produits financiers de participations	4 000 000	3 200 000
Autres intérêts et produits assimilés	163 543	176 322
Produits nets sur cessions de valeurs de placement	0	4
Dotations financières aux amortissements et provisions	24 850	24 850
Intérêts et charges assimilées	7 406 725	9 068 646
Résultat financier	-3 268 032	-5 717 170
Résultat courant avant impôt	-3 586 206	-5 523 885
Produits exceptionnels sur opérations en capital	53 395	8 333
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	14 836	450
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	50 726	649
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	35 285	35 285
Résultat exceptionnel	-47 452	-28 052
Impôt sur les bénéfices	-627 876	-1 508 069
Résultat net comptable	-3 005 782	-4 043 868

3. Annexe aux comptes annuels

(en euros)

A – Faits majeurs de l'exercice

- Le groupe MATEBAT a acquis en Mai 2018 la société Reflex spécialisée dans les activités d'élévation de personnes. Cette acquisition permet de renforcer les compétences du Groupe pour soutenir le développement de l'activité Ascenseur.

B – Règles et méthodes comptables

- Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général dans sa version consolidée au 1^{er} janvier 2018 et des conventions dites règles et méthodes comparables appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :
 - continuité d'exploitation
 - permanence des méthodes
 - indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historique.

- Informations relatives au « C.I.C.E » (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi).

Il est comptabilisé au rythme de l'engagement, c'est-à-dire au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes comptabilisées dans les comptes annuels.

Le produit relatif au « C.I.C.E » a été comptabilisé en diminution des charges de personnel, au crédit d'un sous-compte 64 (ANC, note d'information du 28 février 2013).

L'impact de la prise en compte du « C.I.C.E » sur les états financiers 2018 s'élève à 7 016 Euros.

Le montant du « C.I.C.E » sera utilisé à consolider les fonds propres en vue du financement du besoin en fonds de roulement.

C – Informations relatives au bilan

Bilan actif

a) Immobilisations corporelles et incorporelles

Types d'immobilisation	Mode	Durée
Matériel de transport	Linéaire	3 ans
Matériel de bureau et mobilier	Linéaire	10 ans

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition.

b) Titres de participation

Les titres de participation sont inscrits en comptabilité à leur prix d'acquisition ou d'apport.

A la clôture de l'exercice, leur valeur d'usage est déterminée en prenant en compte la situation nette corrigée de chacune des filiales.

	Capitaux propres	Valeur d'inventaire des titres	% capital détenu	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes perçus
SAS MATEBAT HOLDING 2 Route de LACOURTENSOURT 31151 Fenouillet Cedex	19 841 918 €	67 766 382 €	100 %	9 236 566 €	4 000 000 €
Matebat Lux 136 Rue de Bettembourg L-5811 FENTANGE Luxembourg	30 000 €	30 000 €	100 %	34 257 €	- €
Arc & Mat Services 19 quai Perrache 69002 Lyon	50 000 €	25 000 €	50 %	4 941 €	- €

c) Frais d'acquisition des titres

- Titres MATEBAT HOLDING

Les frais d'acquisition des titres sont portés à l'actif pour 685 219,47 €, ils sont composés d'un montant initial de 508 790 € pour MATEBAT HOLDING et de 176 429 € suite à la fusion absorption de la société ARCOMET par la société MATEBAT HOLDING. 508 790 € ont fait l'objet d'un amortissement dérogatoire étalé sur 5 ans prorata temporis. Ils sont totalement amortis depuis le 31/12/2014. 176 429 € font l'objet d'un amortissement dérogatoire étalé sur 5 ans prorata temporis. Au titre de 2018 la dotation est de 35 286 €.

d) Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les éventuelles provisions pour dépréciation sont déterminées en fonction du risque d'irrecouvrabilité de chacune des créances concernées.

e) Charges à étaler

- Frais d'émission d'emprunt 2014

Ils sont portés à l'actif pour 395 000 €.

Ils font l'objet d'un amortissement dérogatoire étalé sur la durée des emprunts au prorata temporis.

Au 31/12/2018, la dotation est de 70 303 € = soit un solde net au 31/12/2018 = 111 249 €.

- Prime d'émission emprunt obligataire « OS 2020 »
Les OS 2020 ont été émises au- dessous du pair à un prix unitaire de 9 900 € soit avec une prime d'émission unitaire pour les souscripteurs de 100 €.
Le montant total de 150 000 € de la prime d'émission des 1 500 « OS 2020 » est inscrit à l'actif dans le compte « 16910000 – Prime d'émission emprunt obligataire ».
Ce compte fait l'objet d'un amortissement linéaire sur 6 ans et 13 jours.
La dotation pour 2018 s'élève à 24 850 €.

f) Immobilisations

Immobilisations	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute en fin d'exercice
Autres postes d'immobilisations incorporelles	650			680
Installations générales	51 661			51 661
Matériel de transport	0	53 395	53 395	0
Matériel de bureau	87 406			87 406
Immobilisations corporelles en cours	0	69 439		69 439
Autres participations	68 506 602			68 506 602
Autres titres immobilisés	25 203 174	126 015		25 329 190
Prêts et immobilisations financières	19 201			19 201
Total	93 868 725	248 849	53 395	94 064 180

g) Amortissements

Immobilisations amortissables	Montant en début d'exercice	Augmentation	Diminution	Montant en fin d'exercice
Logiciels informatiques	303	226		529
Installations générales	5 491	5 166		10 657
Matériel de transport	0	2 669	2 669	0
Matériel de bureau	13 168	14 741		27 909
Total	18 963	22 803	2 669	39 097

Charges à répartir	Montant en début d'exercice	Augmentation	Diminution	Montant en fin d'exercice
Frais d'émission	181 552		70 303	111 249
Total	181 552		70 303	111 249

h) Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Créances, clients et comptes rattachés	1 230 252
Etat, produits à recevoir	2 297
Total	1 232 549

Bilan passif

a) Capital

Le capital est composé de 3 980 224 actions de 1 € de valeur nominale.

b) Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 31/12/2017	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2018
Capital	3 980 224	-	-	3 980 224
Prime d'émission	7 834 748	-	-	7 834 748
Réserve légale	372 150	-	-	372 150
Autres Réserves	0	0	0	0
Report à Nouveau	- 9 436 567	0	4 043 868	- 13 480 436
Résultat de l'exercice	- 4 043 868	- 3 005 782	- 4 043 868	- 3 005 782
Amortissements dérogatoires	615 921	35 286	-	651 207
Capitaux Propres	- 677 392	- 2970 496	0	- 3 647 889

c) Dettes financières – classement par échéance

Rubrique	Total	A 1 an au plus	Entre 2 et 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunt OBSA 2014	19 270 099	-	19 270 099	-
Emprunt OBSA PIK 2014	34 259 481	-	34 259 481	-
Emprunt O.S.2019	1 450 000	1 450 000	-	-
Emprunt O.S.2020	13 000 000		13 000 000	
Emprunt oblig convertibles	39 758 547		39 758 547	
TOTAL	107 738 127	1 450 000	106 288 127	0

d) Emprunts Obligataires

1 /Emprunt OS 2019 ET 2020

- Emission d'un emprunt obligataire d'un montant global en principal de 10 000 000 € par émission d'obligations simples - « Contrat de Prise Ferme OS 2019 »
*100 obligations simples d'un nominal de 100 000 € chacune.

*La durée de l'emprunt est de 5 ans et 13 jours à compter de la date d'émission, terme fixé au 31/12/2019.

L'en-cours des OS 2019 en circulation portera, à compter de la date d'émission et pour chaque période d'intérêts, un intérêt CASH annuel égal à l'EURIBOR augmenté de la marge et des coûts supplémentaires.

- Emission d'un emprunt obligataire d'un montant global en principal de 15 000 000 € par émission d'obligations simples – « Contrat de Prise Ferme OS 2020 »
*150 obligations simples d'un nominal de 100 000 € chacune.

*la durée de l'emprunt est de 6 ans et 13 jours à compter de la date d'émission, terme fixé au 31/12/2020.

Les OS 2020 seront émises au-dessous du pair à un prix unitaire de 99 000 € soit avec une prime d'émission unitaire pour les souscripteurs de 1 000 €. Le montant total de 150 000 € de la prime d'émission des 1 500 OS 2020 sera mentionné à l'actif du bilan de la société sous un poste spécifique.

L'en-cours des OS 2020 en circulation portera, pour chaque période d'intérêt, un intérêt CASH annuel égal à l'EURIBOR augmenté de la marge et des coûts supplémentaires.

2 /Emprunt OBSA ET OBSA PIK :

- Emission d'un emprunt obligataire d'un montant global en principal de 25 001 000 € par émission d'obligations à bons de souscriptions d'actions et portant intérêts payables exclusivement par voie de capitalisation – « Contrat de Prise Ferme OBSA PIK »

*25 001 OBSA PIK ayant une valeur nominale de 1 000 € chacune.

*la durée de l'emprunt est de 7 ans et 13 jours à compter de la date d'émission, terme fixé au 31/12/2021.

L'encours des OBSA PIK en circulation portera à chaque date anniversaire de la date d'émission, un intérêt capitalisé à cette date.

A chacune des 25 001 OBSA PIK sont attachés 1 bon de souscription d'actions de catégorie A (les BSA PIK A) et 6 bons de souscription d'actions de catégorie B (les BSA PIK B).

Chaque BSA PIK A et BSA PIK B donne le droit de souscrire à une action ordinaire du capital social de la société d'un euro (1.00€) dans le cadre du contrat de Prise Ferme OBSA PIK.

- Emission d'un emprunt obligataire d'un montant global en principal de 18 576 000 € par émission d'obligations à bons de souscriptions d'actions et portant pour partie en espèces et pour partie par voie de capitalisation – « Contrat de Prise Ferme OBSA »

*18 576 OBSA ayant une valeur nominale de 1 000 € chacune.

*la durée de l'emprunt est de 7 ans et 13 jours à compter de la date d'émission, terme fixé au 31/12/2021.

L'encours des OBSA en circulation portera, pour chaque période d'intérêt, un intérêt cash annuel égal à l'EURIBOR augmenté de la marge et des coûts supplémentaires et à chaque date anniversaire de la date d'émission, un intérêt additionnel capitalisé à cette date.

A chacune des 18 576 OBSA sont attachés 8 bons de souscription d'actions de catégorie A (les BSA A) et 48 bons de souscription d'action de catégorie B (les BSA B).

Chaque BSA A et BSA B donne le droit de souscrire à une action ordinaire du capital social de la société d'un euro (1.00€) de valeur nominale, pour un prix de souscription d'un euro (1.00€) dans les conditions du contrat de Prise Ferme OBSA.

3 /Emprunt Obligataire convertible

Le 23/11/2007 émission d'un emprunt obligataire, d'un montant nominal de 21 016 K€, représenté par 7 005 265 obligations convertibles en actions ordinaires de la société, d'un montant nominal de trois (3) euros chacune.

Chaque O.C portera intérêt au taux de 5% l'an, payable in fine à la date de l'échéance de l'emprunt.

La date ultime de maturité est prévue le 23 novembre 2023.

Le 22/04/2008 émission d'un nouvel emprunt obligataire d'un montant nominal de 1 311 K€ représenté par 436 977 obligations convertibles en actions ordinaires de la société, d'un montant nominal de trois (3) euros chacune.

Chaque nouvelle O.C portera intérêt au taux de 5% l'an, payable in fine à la date de l'échéance de l'emprunt.

La date ultime de maturité est prévue le 23 novembre 2023.

Le 28 Juin 2013 émission d'un nouvel emprunt obligataire d'un montant nominal de 1 175 K€ représenté par 391 697 obligations convertibles en actions ordinaires de la société, d'un montant nominal de trois (3) euros chacune.

Chaque nouvelle O.C portera intérêt au taux de 5% l'an, payable in fine à la date de l'échéance de l'emprunt.

La date ultime de maturité est prévue le 23 novembre 2023.

Le 27 décembre 2013 conversion de 20 950 obligations convertibles d'un montant nominal de (3) euros en 62 850 actions de (1) euro de valeur nominale.

- Obligations de l'émetteur des emprunts obligataires :
La société SAS HOLGAT s'engage à fournir à l'Agent Mezzanine simultanément à la remise des comptes annuels consolidés et pour la première fois pour le 31 décembre 2015 le « Certificat de conformité annuel » signé par le représentant légal de la société est certifié par les commissaires aux comptes.

1. Le détail du calcul des ratios financiers et une attestation du respect de ceux-ci pour la période de calcul considéré.
2. Le montant du Cash-Flow excédentaire pour le calcul considéré et le détail de celui-ci.
3. Le montant global des investissements autorisés réalisés au titre de l'exercice social écoulé.
4. Le montant des cessions d'actifs intervenus au cours de l'exercice écoulé.

e) Provisions inscrites au Bilan

Nature des provisions	Montant en début d'exercice	Augmentation	Diminution	Montant en fin d'exercice
Amortissements dérogatoires	615 921	35 285		651 207
Provisions pour litiges	30 000			30 000
Total	645 921	35 285		681 207

f) Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	25 329 190		25 329 190
Autres immobilisations financières	19 201		19 201
Autres créances clients	1 230 252	1 230 252	
Personnel et comptes rattachés			
Impôt sur les bénéfices	982 887	982 887	
Taxe sur la valeur ajoutée	165 642	165 642	
Groupe et associés	8 532 913	8 532 913	
Charges constatées d'avance	27 883	27 883	
Total	36 290 268	10 941 877	25 348 391

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	93 288 127			93 288 127
Autres emprunts obligataires	14 450 000	1 450 000	13 000 000	
Emprunt et dettes auprès des établissements de crédit				
A un an maximum à l'origine	1 673	1 673		
A plus d'un an à l'origine				
Fournisseurs et comptes rattachés	350 773	350 773		
Personnel et comptes rattachés	182 300	182 300		
Sécurité sociale et organismes sociaux	151 299	151 299		
Impôt sur les bénéfices	360 359	350 359		
Taxe sur la valeur ajoutée	191 215	191 215		
Autres impôts taxes et assimilés	28 208	28 208		
Total	109 003 954	2 715 827	13 000 000	93 288 127

g) Charges à payer

Charges à payer	Montant
Intérêts sur emprunts obligataires convertibles	274 609

Intérêts courus à payer	1 673
Fournisseurs factures non parvenues	268 397
Personnel congés payés et autres	182 300
Organismes sociaux congés payés	82 529
Etat	28 208
Total	837 718

h) Charges et Produits Constatés d'Avance

	Charges	Produits
Charges et produits d'exploitation	27 883	0
Charges et produits financiers		
Charges et produits exceptionnels		
Total	53 012	0

D - Engagements

a) Engagements de retraite

Le montant des droits acquis à la clôture de l'exercice en matière de pensions et retraites est estimé à 51 485 €.

Les droits ont été déterminés à la clôture de l'exercice en tenant compte de l'âge, de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite.

Les droits ont été calculés selon la méthode rétrospective avec les paramètres suivants :

- âge de départ à la retraite : 65 ans
- initiative du départ : salarié
- rotation moyenne du personnel : 5 %
- taux de progression des salaires : 2 %
- taux d'actualisation : 1.65 %.

Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée à ce titre dans les comptes de l'exercice.

E – Effectif moyen

Durant l'exercice écoulé, l'effectif moyen était de 13 salariés. Pour rappel cet effectif était de 12 au 31/12/2017.

F – Comptes groupe

Elément relevant plusieurs postes de bilan (en euros).

Nature	Montant concernant les entreprises liées	Montant concernant les entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation
Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		
Participations		68 506 602
Créances rattachées à des participations		25 329 190
Prêts		

Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés		1 105 253
Autres créances		8 532 913
Capital souscrit appelé, non versé		
Valeurs mobilières de placements		
Disponibilités		
Emprunts obligataire convertibles		
Autres emprunts obligatoires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Charges financières		
Produits financiers		4 163 543

G – Périmètre de consolidation

Les comptes de notre société font partie du périmètre de consolidation de la société.

Dénomination : **SAS HOLGAT**

Adresse : **2 Route de Lacourtenours – 31151 FENOUILLET**

SIRET : **500 860 812 00014**

H – Périmètre d'intégration fiscale

Premier exercice d'application de la convention d'intégration fiscale existante signée le 29/12/2017 avec la SAS HOLGAT (société mère) et la filiale SA MATEBAT.

Résultats fiscaux par société	Résultat fiscal propre	Impôt sur les sociétés propre
SAS HOLGAT	-3 242 499 €	0 €
SAS MATEBAT HOLDING	5 436 329 €	1 785 443 €
TOTAUX	2 193 830 €	1 785 443 €

	Résultat fiscal	Impôt sur les sociétés
Résultat fiscal d'ensemble intégré	800 718 €	360 359 €

D'où produit sur intégration fiscal comptabilisé sur 2018 = **1 785 443 €**

I – Dirigeant

Le montant des rémunérations des dirigeants n'est pas communiqué car il pourrait permettre d'identifier la situation d'un membre déterminé des organes de direction.

J – Honoraires des commissaires aux comptes pour l'exercice

Le montant des honoraires provisionnés au titre de l'exercice 2018 s'élève à :

- 17 K€ pour KMPG – 224 RUE CARMIN 31676 LABEGE CEDEX
- 22 K€ pour EXCO – 5 AVENUE FRANKLIN ROOSEVELT 75008 PARIS

K – Chiffre d'affaires

Répartition par	31/12/17	31/12/17	%
Secteur d'activité			
Produits des activités annexes	2 659 125	3 159 026	15 %
Total	2 659 125	3 159 026	15 %
Marché géographique			
France	2 409 125	2 959 026	15 %
Pays de la C.E.E.	250 000	200 000	
Total	2 659 125	3 159 026	15 %

4. Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, après avoir constaté l'existence d'une perte au titre de l'exercice écoulé, décide, sur proposition du Président, l'affectation suivante de cette perte :

Perte 2018	-3 005 782
Report à nouveau antérieur	-3 005 782
Total égal au disponible	-16 486 218

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé à l'Assemblée Générale qu'aucun dividende n'a été distribué au cours des trois derniers exercices.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

5. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Holgat S.A.S. relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilité des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Évaluation des titres de participation*Risque identifié*

Les titres de participation, figurent au bilan au 31 décembre 2018 pour un montant net de 68 506 602 euros. Ils sont comptabilisés au coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'usage des titres de participation est inférieure à la valeur comptable dans les comptes de votre société.

Comme indiqué dans la note 1.b de l'annexe, la valeur d'usage est déterminée en prenant en compte la situation nette corrigée de chacune des filiales.

Du fait du caractère significatif de ces actifs et des éléments d'appréciation inhérentes à toute démarche d'évaluation, nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation constituait un point clé de l'audit.

Notre réponse

Nos travaux ont principalement consisté à :

- apprécier, sur la base des informations fournies par la direction, les méthodes de valorisation utilisées par la société ;
- apprécier les hypothèses utilisées pour déterminer la valeur d'usage des titres de participation ;
- examiner les calculs et les résultats des tests effectués,
- vérifier le caractère approprié des informations présentées dans les notes 1.b Titres de participation et 1.c Frais d'acquisition des titres.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce/

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires*Désignation des commissaires aux comptes*

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Holgat S.A.S. par les statuts fondateurs du 23 novembre 2007 pour le cabinet Exco Paris Ace et par l'Assemblée générale du 23 novembre 2007 pour le cabinet KPMG Audit Sud-Ouest.

Au 31 décembre 2018, le cabinet Exco Paris Ace était dans la 12^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG Audit Sud-Ouest dans la 12^{ème} année, soit 4 années depuis que les obligations de la société ont été admises aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, et ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilité des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir les procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes :

Labège, le 12 juin 2019

Paris, le 12 juin 2019

KPMG Audit Sud-Ouest

EXCO Paris ACE

Comptes consolidés au 31 décembre 2018

1. Bilan au 31 décembre 2018

(en milliers d'euros)

Actif	31/12/18	31/12/17
Immobilisations incorporelles	45 902	45 682
Immobilisations corporelles	130 370	125 208
Autres actifs financiers	510	332
Impôts différés	-	-
Autres actifs long terme	820	675
Actifs non-courants	177 601	171 897
Stocks et en-cours	4 028	2 103
Clients et autres débiteurs	20 845	19 313
Autres actifs courants	3 385	4 243
Disponibilités	17 543	12 356
Actifs courants	45 801	38 015
Total Actifs	223 403	209 912

Passif	31/12/18	31/12/17
Capital	3 980	3 980
Primes liées au capital	7 835	7 835
Autres réserves	372	372
Réserves de réévaluation	6 850	7 408
Instruments composées - part capitaux propres	13 681	13 681
Résultats accumulés	10 115	6 356
Résultats de l'exercice	5 286	3 380
Total des Capitaux propres	48 119	43 013
Emprunts et dettes financières	118 854	113 595
Provisions	660	672
Impôts différés	20 848	19 681
Autres passifs à long terme	12	12
Total Passifs non courants	140 374	133 961

Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	10 431	11 146
Fournisseurs et autres créditeurs	12 236	8 526
Autres passifs courants	12 243	13 265
Total Passifs courants	34 910	32 938
Total des passifs	175 284	166 899
Total Passif	223 403	209 912

2. Compte de résultat au 31 décembre 2018

(en milliers d'euros)

	31/12/18	31/12/17
Chiffre d'affaires	95 513	86 854
Achats consommés	-22 237	-20 183
Charges externes	-30 135	-28 243
Charges de personnel	-16 546	-15 616
Impôts et taxes	-1 318	-1 031
Dotations aux amortissements	-2 045	-1 768
Variation de la juste valeur des immobilisations	-5 681	-5 917
Dotation aux dépréciations et provisions	-	-
Autres produits et charges d'exploitation	-716	-41
Résultat opérationnel courant	16 833	14 055
Autres produits opérationnels	-	-
Autres charges opérationnelles	-	-
Résultat opérationnel	16 833	14 055
Coût de l'endettement financier net	-9 930	-11 185
Résultat avant impôt	6 903	2 871
Impôts sur les bénéfices	-1 617	509
Résultat après impôt	5 286	3 380
Résultat net total	5 286	3 380
Part du groupe	5 286	3 380
Part des participations ne donnant pas le contrôle	-	-
Résultat par action	1.33	0.85
Résultat dilué par action	0.27	0.19

Autres Eléments du résultat global	31/12/18	31/12/17
Résultat net total	5 286	3 380
Ecart de réévaluation sur immobilisations	-271	485
Impôts sur écarts de réévaluation	90	148
Total	-180	633
Résultat global	5 105	4 013

3. Tableau des variations des capitaux propres

(en milliers d'euros)

En Milliers d'euros	Capital	Primes liées au capital	Autres réserves	Réserves de réévaluation	Instruments composées - part capitaux propres	Résultat accumulés	Parts minoritaires	Capitaux propres
Solde au 1er janvier 2017	3 980	7 835	372	7 595	13 681	5 536	0	39 000
Résultat global de la période								
Résultat net	-	-	-	-	-	3 380	-	3 380
Autres éléments du résultat global	-	-	-	633	-	-	-	633
Résultat global de la période	0	0	0	633	0	3 380	0	4 013
Transaction avec les propriétaires de la Société								
Augmentation de capital								0
Dividendes								0
Reclassement*	-	-	-	-820	-	820	-	0
Contributions distributions	0	0	0	-820	0	820	0	0
Solde au 31 décembre 2017	3 980	7 835	372	7 408	13 681	9 736	0	43 013
Résultat global de la période								
Résultat net	-	-	-	-	-	5 286	-	5 286
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-180	-	-	-	-180
Résultat global de la période	0	0	0	-180	0	5 286	0	5 106
Transaction avec les propriétaires de la Société								
Augmentation de capital								
Dividendes								
Reclassement*	-	-	-	-379	-	379		0
Contributions distributions	0	0	0	-379	0	379	0	0
Au 31 décembre 2016	3 980	7 835	372	6 849	13 681	15 401	0	48 119

4. Annexe aux comptes consolidés

(en euros)

Note 1 : Principes comptables et méthodes d'évaluation

1.1 Principes d'établissement des comptes du Groupe

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros. Par convention la somme des arrondis n'est pas égale à l'arrondi de la somme.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2018 ont été arrêtés par le Président en date du 04/04/2019 et feront l'objet de leur approbation lors de l'assemblée générale.

Déclaration de conformité

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les principes comptables retenus pour la préparation et la présentation des comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2018 sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2018. Les principes comptables retenus au 31 décembre 2018 sont les mêmes que ceux retenus pour les états financiers consolidés au 31 décembre 2017. Les nouvelles normes et interprétations applicables par anticipation au 1^{er} janvier 2018 comprennent notamment :

- L'IFRS 16 « Contrats de location » qui a pour objectif d'établir des principes concernant la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet pour les preneurs et les bailleurs.

L'application de cette nouvelle norme est en cours d'étude par le groupe.

Suie à l'analyse de nos différents contrats, seront retraités, dans le cadre de l'IFRS 16, les baux et les contrats de location des véhicules de tourisme, les autres contrats étant non significatifs. Le montant des baux de l'exercice 2018 est de 1241 800 €. Le montant des locations de l'exercice 2018 est de 634 348 €. Le groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations qui pourraient le concerner et dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2018.

Les nouvelles normes et interprétations suivantes ont été appliquées au 1^{er} janvier 2018 :

- L'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec des clients » qui pose les principes de comptabilisation du chiffre d'affaires relatif aux contrats conclu avec des clients. Sont exclus les contrats qui relèvent de normes spécifiques : les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers.
- L'IFRS 9 « Instruments financiers » qui introduit une approche logique et unique de classification pour tous les actifs financiers, soit au coût amorti soit à la juste valeur, y compris pour les actifs financiers qui comportent un dérivé.

L'application de ces nouvelles normes n'a entraîné aucun impact sur la présentation des états financiers.

1.2 Méthode de consolidation

La société HOLGAT (société mère) détient uniquement des filiales détenues à 100%.

1.3 Opérations intra-groupe

Les opérations et transactions réciproques d'actif et de passif, de produits et de charges entre entreprises intégrées sont éliminées en intégralité dans les comptes consolidés, l'ensemble des sociétés étant intégré globalement.

1.4 Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément aux dispositions d'IFRS 3 révisée.

En application de cette norme, les regroupements d'entreprise sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition :

- Les actifs identifiables acquis et passifs repris sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition ;
- La contrepartie transférée correspond à la juste valeur, à la date d'acquisition, des éléments de rémunération remis au vendeur en échange du contrôle de l'entité acquise ;
- Les coûts directs liés à l'acquisition sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus ;
- La différence positive ou négative entre la contrepartie transférée et la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis constitue le goodwill ou le gain résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses ;
- Le Groupe dispose d'un délai de douze mois, à compter de la date d'acquisition, pour finaliser la comptabilisation des opérations de regroupements d'entreprises.
- Dans le cas d'une prise de contrôle par acquisitions successives, la quote-part d'intérêts antérieurement détenus par le Groupe est réévaluée à sa juste valeur à la date de prise de contrôle et tout profit ou perte en résultant est comptabilisé dans le compte de résultat.

1.5 Recours à des estimations

En préparant ces états financiers consolidés, la Direction a exercé des jugements, effectué des estimations et fait des hypothèses ayant un impact sur l'application des méthodes comptables du Groupe et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation est comptabilisé de manière prospective.

Evaluation à la juste valeur

Certaines méthodes comptables du Groupe de même que certaines informations à fournir impliquent d'évaluer la juste valeur d'actifs et de passifs financiers et non financiers.

Le Groupe a mis en place un dispositif pour déterminer et contrôler les évaluations de juste valeur.

Dans la mesure du possible, lors de l'évaluation de la juste valeur d'un actif ou d'un passif, le Groupe s'appuie sur des données de marché observables. Les évaluations de juste valeur sont classées selon une hiérarchie comptant trois niveaux, en fonction des données utilisées dans la technique d'évaluation.

- Niveau 1 : juste valeur évaluée sur la base de cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.
- Niveau 2 : juste valeur évaluée à l'aide de données, autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminées à partir de prix).
- Niveau 3 : juste valeur pour l'actif ou le passif évaluée à l'aide de données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

De plus amples informations sur les hypothèses utilisées lors de l'évaluation de la juste valeur se trouvent dans la note « 1.11 : immobilisations corporelles »

Test de dépréciation

À chaque date de clôture, les valeurs comptables des actifs non financiers du Groupe (autres que les stocks et les actifs d'impôt différé) sont examinées afin d'apprécier s'il existe une quelconque indication qu'un actif a subi une perte de valeur. S'il existe une telle indication, la valeur recouvrable de l'actif est estimée. Le goodwill est testé chaque année.

De plus amples informations sur les hypothèses utilisées lors du test de dépréciation du Goodwill se trouvent dans la note 1.10 – immobilisations incorporelles.

Evaluations des engagements de retraite

Le Groupe participe à des régimes de retraite à prestations définies. Conformément à la norme IAS 19 R les engagements liés à ces derniers régimes sont calculés sur le fondement de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, les augmentations futures de salaires, le taux de rotation du personnel, et les tables de mortalité. La plupart de ces hypothèses sont mises à jour annuellement. Les hypothèses retenues et leurs modalités de détermination sont détaillées en note « avantages au personnel ». Le Groupe estime que les hypothèses actuarielles retenues sont appropriées et justifiées dans les conditions actuelles, toutefois les engagements sont susceptibles d'évoluer en cas de changements d'hypothèses.

1.6 Date de clôture des comptes sociaux

Toutes les sociétés du groupe clôturent leurs comptes au 31 décembre de chaque année.

1.7 Cessions de matériels

Les différentes cessions de matériels de l'exercice sont enregistrées en chiffre d'affaires.

1.8 Location-financement

Conformément à IAS 17, « Contrats de location », les immobilisations prises en location financière, essentiellement constituées de grues, de matériel BBE et de véhicules de transport sont comptabilisées à l'actif, assorties d'une dette au passif, lorsque les conditions des contrats sont telles que ces derniers sont qualifiés de contrats de location-financement, c'est-à-dire qu'ils transfèrent au Groupe MATEBAT la quasi-totalité des risques et avantages attachés à la propriété du bien.

Ces biens sont enregistrés en immobilisations à l'actif du bilan pour le montant le plus faible entre la juste valeur et la valeur actualisée des paiements minimaux au titre du contrat de location. En contrepartie, la dette financière qui représente le crédit conventionnellement obtenu pour le financement de ces biens est enregistrée au passif.

Les redevances enregistrées parmi les loyers dans les comptes individuels sont annulées par la constatation d'une charge financière et du remboursement progressif de la dette financière.

Les grues acquises par location-financement font l'objet d'une réévaluation selon IAS 16 après première comptabilisation, les pertes de valeur sont enregistrées par voie de dépréciation. Les autres matériels donnent lieu à un amortissement identique à celui pratiqué sur les immobilisations corporelles de même nature.

1.9 Conversion des comptes des filiales

La conversion monétaire a pour objectif d'exprimer en monnaie de référence des comptes établis dans une autre devise.

La méthode retenue est la méthode du taux de clôture dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Capitaux propres : taux de clôture
- Compte de résultat : taux moyen de l'exercice
- Autres postes de bilan : taux de clôture

Les écarts sur la situation nette d'ouverture et le résultat consolidé sont transférés directement en capitaux propres.

1.10 Immobilisations incorporelles – Goodwills

Les goodwills dégagés lors de l'entrée dans le périmètre de consolidation d'une nouvelle filiale sont déterminés par différence entre :

- la contrepartie transférée pour l'acquisition du contrôle correspondant à la juste valeur des éléments de rémunération remis au vendeur en échange du contrôle de l'entité acquise ;
- et l'évaluation des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Les goodwills ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation annuellement à la date de clôture ou dès l'apparition d'un indice de perte de valeur. Les principaux indices de pertes de valeur retenus par le Groupe sont :

- La baisse du chiffre d'affaires
- La baisse du résultat opérationnel
- Les changements importants intervenus dans l'environnement économique, technologique, réglementaire ou politique des marchés dans lesquels le groupe opère.

Les autres immobilisations incorporelles ont été évaluées selon la méthode du coût historique.

Les modes d'amortissement pratiqués sont les suivants :

Logiciels et progiciels Linéaire 1 ou 3 ans

Dépôts marques Linéaire 5 ans

1.11 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production à l'exception des grues qui sont évaluées à la juste valeur à la date de réévaluation. (§1.5.1)

Conformément à la norme IAS 16, le groupe a retenu le modèle de la réévaluation pour présenter les grues qu'il détient soit en pleine propriété soit par voie de location financement.

Conformément à la norme IFRS 13, la juste valeur a été déterminée actif par actif en tenant compte des caractéristiques propres de chacun des matériels (constructeur, modèle, âge, disponibilité sur le marché), du comportement des intervenants du marché et des prix de cession directement observables.

En effet les cessions de grues entre acteurs du marché (constructeurs, loueurs, entreprises de BTP) sont nombreuses chaque année, et le groupe, acteur majeur en France dans la location de grues, réalise un nombre important de cessions par an, la cession de matériels d'occasion faisant partie intégrante du modèle économique du groupe.

La juste valeur des grues, déterminée sur la base d'un niveau 2 (cf §1.5.1), fait l'objet d'une révision annuelle.

Pour les autres immobilisations corporelles, les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

Constructions et agencements, aménagements des installations linéaire, 10 à 20 ans

Matériel et outillage linéaire, 3 à 15 ans

Installations générales linéaire, 10 ans

Matériel de transport linéaire, 3 à 4 ans

Matériel de bureau et mobilier de bureau linéaire, 3 à 10 ans

1.12 Stocks et en cours

Il n'existe pas de marge sur les stocks issus de transactions intra-groupe dans les comptes consolidés, les stocks étant cédés au prix d'achat.

1.13 Autres actifs non courants

Cette catégorie inclut les créances clients nettes de provisions pour lesquelles le groupe estime que l'encaissement n'interviendra pas au cours des 12 prochains mois.

1.14 Clients et autres actifs courants

Les créances clients et autres actifs courants d'exploitation sont des actifs financiers courants. Ils sont évalués initialement à la juste valeur, qui correspond en général à leur valeur nominale. A chaque arrêté, les créances clients et autres actifs courants d'exploitation sont évalués au coût amorti déduction faite des pertes de valeur tenant compte des risques éventuels de non recouvrement.

Une estimation du risque de non-recouvrement des créances est faite à chaque clôture et donne lieu à la comptabilisation d'une dépréciation en conséquence. Le risque de non-recouvrement est apprécié au regard des retards de paiement et de la qualité du débiteur.

1.15 Provisions et passifs éventuels

En conformité avec IAS 37, « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », le Groupe comptabilise des provisions dès lors qu'il existe des obligations actuelles, juridiques ou implicites, résultant d'événements passés, qu'il est probable que des sorties de ressources représentatives d'avantages économiques seront nécessaires pour régler les obligations et que le montant de ces sorties de ressources peut être estimé de manière fiable.

Les provisions dont l'échéance est supérieure à un an ou dont l'échéance n'est pas fixée de façon précise sont classées en « Provisions (part non courante) ».

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés mais font l'objet d'une information dans les notes annexes sauf si la probabilité d'une sortie de ressource est très faible.

1.16 Charges de Personnels

Avantages au personnel

Les obligations du Groupe en matière de retraite consistent en des indemnités versées lors du départ du salarié. Conformément à IAS 19R, dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées. La méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service futur du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation est calculée charges sociales comprises.

Crédit d'impôt Compétitivité et Emploi (CICE)

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) a été instauré en France par la 3^{ème} Loi de Finance rectificative pour 2012 à compter du 1^{er} janvier 2013. Ce crédit d'impôt est calculé par année civile et correspond en 2018 à 6% des rémunérations inférieures ou égales à 2,5 fois le SMIC. Le Groupe n'a pas considéré le CICE comme une subvention, mais comme un remboursement de rémunération permettant de réduire le coût du travail. A ce titre, il a été comptabilisé selon IAS 19 en réduction des charges de personnel au rythme des charges de rémunérations correspondantes. Le montant du CICE comptabilisé en déduction des charges de personnel au titre de l'exercice 2018 s'élève à 335 k€.

1.17 Autres produits et autres charges opérationnels

Ces postes ne sont alimentés que dans le cas où un événement majeur intervenu pendant la période comptable est de nature à fausser la lecture de la performance du groupe. Il s'agit donc de produits ou charges en nombre très limité, inhabituels, anormaux et peu fréquents que le groupe présente de manière distincte dans son compte de résultat.

1.18 Résultat financier

Le résultat financier incorpore d'une part le coût de l'endettement net composé essentiellement des charges de location financière, et les intérêts payés sur le financement du Groupe minoré des intérêts perçus sur les placements de trésorerie. Les autres produits et charges financiers incluent les charges de désactualisation des créances non courantes de carry back.

1.19 Impôts sur les résultats

Le Groupe comptabilise l'impôt exigible et l'impôt différé conformément aux dispositions prévues par la norme IAS 12. La ligne « impôt sur les résultats » du compte de résultat comprend les impôts exigibles et les impôts différés des sociétés consolidées.

La contribution sur la valeur ajoutée (CVAE) est classée dans la rubrique « impôts et taxes » et est par conséquent incluse dans le résultat opérationnel de la période. Elle s'élève à 592K€ en 2018 contre 542K€ en 2017.

En application de la norme IAS 12 le groupe constate des impôts différés sur les différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs inscrits dans l'état de situation financière et sur les pertes fiscales reportables lorsque leur récupération est jugée probable.

Les principaux paramètres et éléments d'appréciation sont les suivants :

- Taux d'impôt : Les taux d'impôt retenus sont ceux adoptés ou quasi-adoptés à la clôture des comptes et applicables à l'entité fiscale concernée. Les actifs et passifs d'impôts différés sont calculés en utilisant le taux d'impôt qui sera en vigueur au moment du reversement de la différence temporelle.

- Principe d'inscription dans l'état de situation financière des soldes d'impôts différés et reports déficitaires : Il est fait masse, par entité fiscale, des impôts différés actifs et passifs en y incluant les actifs d'impôt différés afférant à des éventuels reports déficitaires.

- Présentation : Les impôts différés sont présentés en position nette par entité fiscale, à l'actif et au passif de l'état de situation financière consolidé. La contrepartie est inscrite en compte de résultat sauf lorsque l'impôt se rapporte à une transaction comptabilisée en dehors du résultat en autres éléments du résultat global (écart d'évaluation des grues,...) ou directement en capitaux propres (composante capitaux propres des instruments financiers composés).

Conformément à IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

1.20 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie est constituée des disponibilités bancaires en compte à la date de clôture. Les découverts bancaires remboursables à vue constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

Les équivalents de trésorerie sont des placements à court terme très liquides constitués de valeurs mobilières de placement facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

1.21 Instruments financiers

Les différentes catégories d'instruments financiers sont les actifs détenus jusqu'à échéance, les prêts et créances émis par l'entreprise, les actifs et passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat et les autres passifs financiers.

Actifs détenus jusqu'à échéance

Le Groupe n'en possède aucun.

Prêts et créances émis par l'entreprise

Ils sont comptabilisés au coût amorti et peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe un indice de perte de valeur.

Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat

Les achats et ventes d'actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont comptabilisés à la date de transaction.

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur valeur de marché à la date de clôture.

Autres dettes (prêts et emprunts portant intérêts)

Elles sont comptabilisées selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Titres de participation

Le Groupe ne détient pas de participations dans des sociétés sans exercer d'influence notable ou de contrôle.

Instruments financiers composés

Les obligations remboursables ou convertibles en actions émises par le Groupe sont comptabilisées en distinguant deux composantes :

- une composante dette correspondant à la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs contractuels actualisés au taux d'intérêt appliqué par le marché à cette date aux instruments ayant des conditions de crédit comparables et offrant les mêmes flux de trésorerie, selon les mêmes conditions, mais sans l'option de conversion (IAS 32 §AG31).

- une composante capitaux propres correspondant à la différence entre la juste valeur de l'emprunt obligataire considéré dans son ensemble et le montant déterminé pour la composante « dette ».

Instruments financiers dérivés

Le Groupe n'utilise pas d'instruments financiers dérivés.

1.22 Résultat net par action

Le résultat par action (résultat de base par action) est obtenu en divisant le résultat part du groupe aux porteurs d'actions par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est obtenu en divisant le résultat part du groupe aux porteurs d'actions par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice auquel on ajoute tous les instruments dilutifs potentiels que sont les options et les obligations convertibles en action ordinaires émises par la société.

Pour les besoins de ce calcul, le résultat net est retraité afin d'exclure les charges d'intérêts, nettes d'impôt, liées à ces instruments dilutifs et le dénominateur est retraité de l'équivalence en actions du nombre de ces instruments.

1.23 Principes de reconnaissance du revenu

La reconnaissance du revenu dans les comptes consolidés dépend de la nature du revenu :

- Prestations de services : location, service après-vente... ;
- Ventes de biens.

Les produits des activités ordinaires sont reconnus lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Le montant des produits peut être évalué de façon fiable ;
- Les coûts encourus ou restant à encourir peuvent être évalués de façon fiable ;
- Il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à l'entreprise.

Les prestations de services :

Le produit résultant des contrats de location de grue est étalé de façon linéaire sur la période couverte par le contrat.

Pour les autres prestations de service, lorsque le résultat peut être connu de façon fiable, la comptabilisation du chiffre d'affaires et de la marge s'effectue selon le degré d'avancement.

Les ventes de biens :

Le produit résultant de la vente de biens est comptabilisé en chiffre d'affaires lors du transfert des risques et avantages liés aux biens. Dans la majorité des cas, il s'agit de la date de livraison du bien.

Note 2 : Evénements significatifs intervenus au cours de l'exercice

2.1 Evénements significatifs intervenus au cours de l'exercice

Le groupe MATEBAT a acquis en Mai 2018 la société Reflex spécialisée dans les activités d'élévation de personnes ; cette acquisition permet de renforcer les compétences du Groupe pour soutenir le développement de l'activité Ascenseur.

2.2 Evénements significatifs intervenus postérieurement à l'exercice

Le Groupe MATEBAT est propriétaire de 100% du capital et des droits de vote de la société PAGES MATERIELS depuis le 1^{er} janvier 2019. Cette acquisition permet de renforcer la présence commerciale du groupe sur la Région PACA.

Note 3 : Information relative au périmètre de consolidation

3.1 Périmètre de consolidation

HOLGAT, maison mère du Groupe est une société par actions simplifiée (SAS) enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé au 2, route de Lacourtenours - 31150 FENOUILLET.

Le périmètre de consolidation du groupe MATEBAT au 31 Décembre 2018 est le suivant :

Unités	Siren	Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode de conso.
HOLGAT, 2 Rt Lacourtenours, 31150 FENOUILLET	500 860 812	100,00%	100,00%	IG
MATEBAT, 2 Rt Lacourtenours, 31150 FENOUILLET	380 602 060	100,00%	100,00%	IG
MATEBAT Luxembourg, 136 Rue de Bettembourg L-5811	B214031	100,00%	100,00%	IG
FENTANGE				
REFLEX, 50 rue de Chanzy 28000 CHARTRES	500 013 081	100,00%	100,00%	IG

Le périmètre de consolidation du groupe MATEBAT au 31 Décembre 2017 est le suivant :

Unités	Siren	Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode de conso.
HOLGAT, 2 Rt Lacourtenours, 31150 FENOUILLET	500 860 812	100,00%	100,00%	IG
MATEBAT HOLDING, 2 Rt Lacourtenours, 31150 FENOUILLET	380 602 060	100,00%	100,00%	IG
MATEBAT Luxembourg, 136 Rue de Bettembourg L-5811	B214031	100,00%	100,00%	IG
FENTANGE				

L'ensemble des sociétés du groupe a pour activité la location et la vente de matériel de BTP (Matériel de levage, Bungalow de chantier...), à l'exception de la société Holgat, société mère animatrice du groupe.

3.2 Variation du périmètre de l'exercice

Comme indiqué en note 2 :

- Acquisition REFLEX en Mai 2018.

Rappel de la variation de périmètre intervenue en 2017 :

- Les sociétés MATEBAT AQUITAINE, MATEBAT ATLANTIQUE, MATEBAT MIDI PYRENEES, MATEBAT PACA, MATEBAT RHONE ALPES, MATEBAT ILE DE France, MATEBAT LANGUEDOC ROUSSILLON, ARCOMET et WASTIAUX ont été absorbées par voie de fusion par MATEBAT HOLDING.

Note 4 : Informations sectorielles

Voir les méthodes comptables dans la note 1.23

Le chiffre d'affaires par région se décompose comme suit :

En Milliers d'euros	Chiffre d'affaires 2018	Chiffre d'affaires 2017
Région Grand Ouest	21 281	19 050
Région Sud Est	21 460	18 459
Région Occitanie	17 004	15 883
Région Nord Est	13 878	10 501
Région Ile de France	17 804	13 402
Activités Holding et gestion des actifs	4 086	9 559
Total	95 513	86 854

L'essentiel des actifs (les grues) n'est pas affecté à une région géographique dans la mesure où les grues sont amenées à être transférées au cours des différents contrats d'une région à une autre. Une ventilation des actifs par secteur n'est donc pas pertinente.

Note 5 : Principaux facteurs de risque du groupe

5.1 Risques inhérents à l'activité de location et distribution de grues

Risques liés au renouvellement du parc de matériels

L'activité de location de grues à tour suppose la propriété et l'entretien d'un parc important de matériels, consistant en les divers éléments qui composent la grue à tour. Le parc de grues nécessite une politique d'investissement à long terme que le groupe doit être en mesure de mener avec ses capacités financières ou l'accès à des financements dédiés. Une limitation forte sur la capacité d'investissement à long terme et le non renouvellement du parc pourrait diminuer la compétitivité du groupe face à la concurrence.

Risques liés à l'évolution technologique des grues à tour

Le marché de la grue à tour est peu sujet à l'obsolescence dans la mesure où il existe peu de ruptures technologiques sur les grues à tour comme outil de levage dans le bâtiment et les travaux publics. Les éléments d'améliorations sont essentiellement des équipements complémentaires qui sont ajoutés sur les grues existantes, répondant à l'instauration de nouvelles normes ou à l'initiative des constructeurs.

Risques liés à l'exploitation du parc de matériels

La grue à tour est montée et démontée sur le chantier et utilisée tout au long de la vie du chantier. Les opérations de montage et d'exploitation peuvent générer des risques de chutes de matériels ou des incidents découlant d'une mauvaise utilisation des matériels. Au-delà des dommages couverts par les assurances dont le groupe dispose, ces incidents pourraient avoir un effet négatif sur l'image du groupe, sa clientèle ses performances opérationnelles ou financières du groupe.

La grue à tour est montée par les équipes du groupe ou des sous-traitants, sélectionnés par le groupe. Les équipes de montage font l'objet de formations régulières sur des sujets techniques et de sécurité, notamment. Ces formations sont assurées par des équipes internes qui assurent la veille technique et réglementaire ou des sociétés tierces (constructeur, organismes de formation...).

Une fois la grue montée et avant toute utilisation, la grue montée est vérifiée et certifiée par un bureau de contrôle indépendant (comme Socotec ou Bureau Veritas).

Risques liés à la capacité de revente des matériels

Une grue à tour peut être utilisée sur de nombreuses années, environ 20 ans minimum moyennant un entretien régulier. Afin d'optimiser son modèle économique, le groupe s'appuie sur la taille de sa flotte et son expertise de maintenance pour vendre son matériel le plus ancien (après 12-13 ans), généralement à l'international. Ces ventes permettent de renforcer la trésorerie disponible en cas de besoin et notamment dans l'optique du renouvellement des matériels.

Une contraction importante et durable sur plusieurs années de l'activité de construction au niveau mondial peut rendre plus difficile ou plus concurrentielle la cession de matériels d'occasion, impactant ainsi la capacité du groupe à renouveler son parc.

Risques liés aux fournisseurs de grues

Le groupe s'approvisionne pour plus de 80 % auprès de Manitowoc-Potain pour les matériels composant les grues à tour et leurs pièces détachées. Ce choix est guidé par la qualité des matériels reconnue depuis de nombreuses années, l'étendue du réseau de vente mondial et la qualité du service après-vente. La qualité des matériels se traduit également dans la valeur de la revente des matériels d'occasion, prisés à travers le monde.

Risques liés au marché de la construction

L'activité est intrinsèquement liée à celle de ses clients sociétés de construction et ainsi à l'activité en bâtiment et génie civil en France. Les variations du marché de la construction peuvent avoir un impact sur la demande de location de matériels et ainsi avoir des conséquences négatives sur les performances opérationnelles ou financières du groupe.

De par la taille de sa flotte, son niveau d'expertise et son empreinte géographique, le groupe peut néanmoins plus facilement déplacer ses matériels sur les marchés au niveau national et est ainsi moins dépendant des contextes locaux, d'une catégorie de clients ou de types de chantiers particuliers.

Risques liés à l'évolution réglementaire

Dans la conduite de ses activités, le groupe est tenu de respecter de nombreuses réglementations liées à l'utilisation de grues à tour sur les chantiers. Le durcissement de certaines réglementations pourrait avoir pour conséquence des opérations d'entretien plus complexes, plus onéreuses et un renouvellement plus fréquent de certaines pièces.

De nouvelles réglementations peuvent également générer des opportunités de nouveaux services ou location d'équipements auprès de nos clients.

5.2 Risques financiers

Risques liés au taux d'intérêt

Le financement du groupe est assuré par des obligations sénior et des obligations mezzanine à qui le groupe verse pour les obligations sénior un coupon à taux variable lié à l'Euribor plus une marge fixe. Les variations de l'Euribor peuvent avoir des conséquences sur le coût du financement du groupe et ainsi avoir un effet défavorable significatif sur les activités du groupe, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives.

Risques de change

Le groupe dispose de revenus et de coûts en euros et n'est pas exposé à des risques de change significatifs.

Note 6 : Présentation des états financiers

6.1 Immobilisations incorporelles

Voir les méthodes comptables dans les notes 1.5.2 et 1.10

	31-déc-18				31-déc-17			
En Milliers d'euros	Concessions, brevets, licences	Autres immobilisations incorporelles	Goodwill	Total	Concessions, brevets, licences	Autres immobilisations incorporelles	Goodwill	Total
Valeur brute								
Au 1er janvier	117	166	56 223	56 506	209	166	56 223	56 598
Augmentations	9	69	-	78	38	-	-	38
Variation de périmètre de consolidation	-	16	161	177	-	-	-	0
Sorties	-	- 16	-	- 16	- 130	-	-	- 130
Au 31 décembre	126	235	56 384	56 746	117	166	56 223	56 506
Amortissements et pertes de valeur								
Au 1er janvier	83	161	10 580	10 824	202	161	10 580	10 943
Dotations aux amortissements	19	-	-	19	11	-	-	11
Reclassement Variation de périmètre de consolidation	-	-	-	0	-	-	-	0
Pertes de valeur	-	-	-	0	-	-	-	0
Sorties	-	-	-	- 130	- 130	-	-	- 130
Au 31 décembre	102	161	10 580	10 843	83	161	10 580	10 824
Valeur nette								
Au 1er janvier	34	5	45 643	45 682	7	5	45 643	45 655
Au 31 décembre	24	74	45 804	45 902	34	5	45 643	45 682

Goodwill

Ce poste a été constitué en 2007 à hauteur de 56 049 k€ lors du rachat par la société Holgat (société mère) de la société MATEBAT holding et de ses filiales organisées par région. Les fonds de commerce détenus par ces sociétés ont également été reclassés dans ce poste pour un montant de 174K€. L'acquisition de la société REFLEX et de ses filiales a conduit à constater un goodwill complémentaire de 161K€.

La valeur recouvrable de l'UGT a été estimée égale, à la somme actualisée des flux futurs de trésorerie attendus sur une période de 20 ans correspondant à la durée de vie moyenne d'une grue.

Le management a retenu les hypothèses en se fondant sur son expérience, les résultats passés et le niveau d'investissements estimé nécessaire au maintien du parc de matériels.

Le taux d'actualisation a été estimé à partir des éléments suivants :

- coût moyen pondéré du capital qui s'élève à 12.02% pour 2018, comme en 2017, taux déterminé en fonction d'une moyenne historique établie pour le secteur.
- coût moyen pondéré de la dette qui s'élève à 4.5% pour 2018, comme pour 2017.

- Un ratio d'endettement de 50% sur 2017 et 2018
- Soit un taux d'actualisation de 7.52% en 2018, identique à celui de 2017.

Sensibilité de la valeur recouvrable de l'UGT à la variation du taux d'actualisation (données exprimées en % de la valeur nette comptable de l'UGT)

	Taux d'actualisation				
	7,12%	7,32%	7,52%	7.72%	7.92%
Valeur recouvrable de l'UGT	132%	130%	128%	126%	124%

Sensibilité de la valeur recouvrable de l'UGT au niveau d'EBITDA annuel (données exprimées en % de la valeur nette comptable de l'UGT)

	Taux d'actualisation				
	97%	98,5%	100%	101,5%	103%
Valeur recouvrable de l'UGT	120%	124%	128%	132%	136%

6.2 Immobilisations corporelles

Voir les méthodes comptables dans les notes 1.5.1, 1.5.2, 1.8 et 1.11

	31-déc-18						31-déc-17					
En Milliers d'euros	Terrains / Constr. uctions	Installati ons tech. Matériel et outillage	Autres immo. corporell es	Immo en cours	Grues (Juste valeur)	Total	Terrain s / Constr uctions	Installati ons tech. Matériel et outillage	Autres immo. corporell es	Immo en cours	Grues (Juste valeur)	Total
Valeur brute												
Au 1er janvier	3 275	4 159	5 425	63	119 995	132 916	3 275	3 413	5 468	0	117 957	130 112
Augmentations	36	3 561	377	184	12 047	16 206	-	1589	297	63	15 920	17 868
Variation de périmètre de consolidation	-	415	71	-	-	486	-	14	-	-	-14	0
Variation de juste valeur par le résultat global	-	-	-	-	-5 917	- 5 681	-	-	-	-	-5 917	- 5 917
Variation de juste valeur par les autres éléments du résultat global	-	-	-	-	485	- 271	-	-	-	-	485	485
Reclassement	-	412	150	-	-	397	-	-	-	-	-	0
Sorties	-	-504	-89	-	-8 436	- 3 626	-	-857	-340	-	-8 436	-9 633
Au 31 décembre	3 311	8 043	5 934	184	122 955	140 427	3 275	4 159	5 424	63	119 995	132 916
Amortissements et pertes de valeur												
Au 1er janvier	2 253	967	4 492	0	-3	7 708	2 147	416	4 578	0	0	7 140
Dotations aux amortissements	106	1 407	245	-	-	2 026	106	1 407	245	-	-	1 757
Reclassement	-	3	-	-	-3	237	-	3	-	-	-3	0

Variation de périmètre de consolidation	-	-	-	-	-	398	-	-	-	-	-	0
Sorties	-	-859	-331	-	-	-313	-	-859	-331	-	-	-1 191
Au 31 décembre	2 253	966	4 492	0	-3	10 057	2 253	967	4 492	0	-3	7 707
Valeur nette												
Au 1er janvier	1 022	3 192	933	63	119 998	125 208	1 128	2 997	890	0	117 957	122 972
Au 31 décembre	964	5 275	991	184	122 958	130 370	1 022	3 192	933	63	119 998	125 208

Grues :

Au 31 décembre 2018, La juste valeur de ces éléments d'actifs s'élève à 122 959 K€ contre 119 997 K€ au 31 décembre 2017, soit une variation de + 2 962 K€.

La réserve de réévaluation enregistrée dans les capitaux propres consolidés s'élève à 6 850 K€ au 31 décembre 2018 contre 7 408 K€ au 31 décembre 2017 soit une variation nette d'impôt de -558 K€.

Cette variation se décompose comme suit : (nette d'impôts)

- - 180 K€ (net d'impôts) au titre de la variation de valeur des grues existantes au 31 décembre 2017
- - 379 K€ au titre des grues cédées au cours de l'exercice.

La valeur nette comptable des grues cédées sur l'exercice s'élève à 3 033 K€.

6.3 Immobilisations financières/Actifs financiers

Voir les méthodes comptables dans la note 1.21

En Milliers d'euros	31-déc-18	31-déc-17
Valeur brute		
Au 1er janvier	354	445
Augmentations	176	30
Variation de périmètre de consolidation	6	-
Remboursements / Cessions	-18	-121
Au 31 décembre	518	354
Amortissements et pertes de valeur		
Au 1er janvier	22	22
Pertes de valeur		
Remboursements / Cessions	-14	
Au 31 décembre	8	22
Valeur nette		
Au 1er janvier	332	423
Au 31 décembre	510	332

Ces immobilisations financières sont principalement composées de :

- dépôts et cautionnements
- et les titres ARC & MAT SERVICES acquis en 2017 pour 25 K€. Cette société, sans activité sur 2017 et 2018 n'a pas été consolidée.
- et des titres ASCOLAB, Société créée en 2018 et détenue par Matebat à hauteur de 49%. Cette société a pour activité principale le développement de solutions d'objets connectés.

6.4 Autres actifs long terme

Voir les méthodes comptables dans la note 1.13

En Milliers d'euros	31-déc-18			31-déc-17		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Créances clients *	4 003	-3 183	820	3 169	-2 494	675
Autres créances	0	-	0	0	-	0
Au 31 décembre	4 003	-3 183	820	3 169	-2 494	675
* créances clients pour lesquelles le groupe estime que l'encaissement n'interviendra pas dans les 12 prochains mois.						

6.5 Stocks

Voir les méthodes comptables dans la note 1.12

En Milliers d'euros	31-déc-18			31-déc-17		
	Brut	Provision	Net	Brut	Provision	Net
Stocks fournitures et autres	18	-	18	16	-	16
Stocks de marchandises	4 010	-	4 010	2 113	-25	2 088
Au 31 décembre	4 028	0	4 028	2 129	-25	2 104

6.6 Clients et autres actifs courants

Voir les méthodes comptables dans les notes 1.14 et 1.21

En Milliers d'euros	31-déc-18			31-déc-17		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Créances clients	20 845	-	20 845	19 313	-	19 313
Créances sociales	53	0	53	35	0	35
Créances fiscales	2 506	0	2 506	2 893	0	2 893
Débiteurs divers	441	0	441	819	0	819
Avances et charges constatées d'avance	384	0	384	495	0	495
Autres actifs courants	3 385	0	3 385	4 243	0	4 243

6.7 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Voir les méthodes comptables dans les notes 1.20 et 1.21

En Milliers d'euros	31-déc-18	31-déc-17
Trésorerie et équivalents trésorerie	17 543	12 356
Découverts bancaires	-13	-18
Trésorerie et équivalents trésorerie	17 530	12 339

6.8 Composition du capital social et résultat par action

Voir les méthodes comptables dans la note 1.21

	31-déc-18	31-déc-17
Nombres d'actions	3 980 224	3 980 224
Valeur nominale	1	1
Capital social en euros	3 980 224	3 980 224

Le 31/10/2007, la société HOLGAT a été créée avec un capital de 37 K€, composé de 37000 actions de 1 € de valeur nominale assorties d'une prime de 2 € par action.

Le 23 novembre 2007, il a été procédé à :

- une augmentation de capital de 1 803 K€ par apport en numéraire par la création de 1 803 476 actions nouvelles émises avec une prime de 2 € par action.
- une augmentation de capital de 1 663 K€ par apport en nature par la création de 1 662 530 actions nouvelles émises avec une prime de 2 € par action.

Le 22 avril 2008, il a été procédé à :

- une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 218 K€ par émission de 218 499 actions nouvelles de valeur nominale de 1€ assorties d'une prime d'émission de 2€ par action.

Le 28 juin 2013, il a été procédé à :

- une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 196 K€ par émission de 195 869 actions nouvelles de valeur nominale de 1€ assorties d'une prime d'émission de 2€ par action.

Le 23 novembre 2013, il a été procédé à :

- une augmentation de capital de 63 K€ par émission de 62 850 actions nouvelles de valeur nominale de 1€. Les actions nouvelles ont été libérées par compensation de créance suite à la conversion d'obligations convertibles.

Le capital social s'élève à la clôture de l'exercice à 3 980 K€.

La prime d'émission s'élève à la clôture de l'exercice à 7 835 K€.

Au cours de l'exercice le capital de la société a évolué de la façon suivante :

	En circulation	Avec instruments potentiellement dilutifs
Nombre d'actions au 1er janvier 2018	3 980 224	28 634 454
Nombre d'actions au 31 décembre 2018	3 980 224	28 634 454
Nombre d'actions moyen au 31 décembre 2018	3 980 224	28 634 454

Le 23 novembre 2007 :

- la SAS HOLGAT a émis 330 obligations avec bons de souscription d'actions (OBBSA). A chaque OBBSA est attaché 1 808 bons de souscription d'une valeur nominale de 1 €. Soit un total de 596 640 bons de souscription d'action.
- la SAS HOLGAT a émis 7 005 265 obligations convertibles en actions (OCA). Chaque obligation convertible donnera droit à 3 actions nouvelles d'une valeur nominale de 1 € chacune. Soit un total de 21 015 795 actions susceptibles d'être émises en cas de conversion de la totalité des OCA.

Le 22 avril 2008 :

- la SAS HOLGAT a émis 436 977 obligations convertibles en actions (OCA). Chaque obligation convertible donnera droit à 3 actions nouvelles d'une valeur nominale de 1 € chacune. Soit un total de 1 310 931 actions susceptibles d'être émises en cas de conversion de la totalité des OCA.

Le 28 juin 2013 :

- la SAS HOLGAT a émis 391 697 obligations convertibles en actions (OCA). Chaque obligation convertible donnera droit à 3 actions nouvelles d'une valeur nominale de 1 € chacune. Soit un total de 1 175 091 actions susceptibles d'être émises en cas de conversion de la totalité des OCA.

Le 23 novembre 2013 :

- 20 950 obligations convertibles en actions (OCA) ont été converties en 62 850 actions.

Le 23 décembre 2014 :

- la SAS HOLGAT a émis 25 001 obligations. A chacune des 25 001 OBBSA sont attachés 7 bons de souscription d'actions. Chaque BSA donne le droit de souscrire à une action ordinaire du capital social de la société de un euro (1.00€) de valeur nominale, soit un total de 175 007 actions susceptible d'être émises.
- la SAS HOLGAT a émis 18 576 obligations. A chacune des 18 576 OBBSA sont attachés 56 bons de souscription d'actions. Chaque BSA donne le droit de souscrire à une action ordinaire du capital social de la société de un euro (1.00€) de valeur nominale, soit un total de 1 040 256 actions susceptible d'être émises.

Le total des actions potentielles à émettre s'élève à 24 654 230.

En Milliers d'euros	31-déc-18	31-déc-17
Résultat non dilué par action en €	1,33	0,85
Résultat utilisé pour le calcul du résultat non dilué	5 286	3 380
Nombres moyen pondéré d'actions	3 980 224	3 980 224

Résultat dilué par action en €	0,27	0,19
Résultat utilisé pour le calcul du résultat de base par action	5 286	3 380
Charge d'intérêt nette d'impôt sur les OCA	2 474	2 069
Résultat utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	7 760	5 449
Nombres moyen pondéré d'actions utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	28 634 454	28 634 454

Le nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour le calcul du résultat dilué par actions ne tient pas compte du nombre d'actions potentielles car ces dernières sont anti-dilutives. (IAS 33.50).

6.9 Provisions

Voir les méthodes comptables dans les notes 1.5.3 et 1.15

En millier d'euros	Provision pour litige	Provision engagement retraite (avantage personnel)	Autres provisions	Total
1-janv-18	228	445	0	673
Dotations	-	8	-	8
Reprises	-	-23	0	-23
Impact sur le résultat de la période	0	-14	0	-14
Variation de périmètre de consolidation	2	0	-	2
31-déc-18	229	431	0	660
Dont part courante	-	-	-	0
Dont part non courante	229	431	0	660

Provision pour indemnités de départ à la retraite :

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés pour leurs indemnités de départ en retraite fait l'objet d'une provision.

Son montant est déterminé selon la méthode rétrospective et prend en compte les paramètres suivants :

Paramètres retenues	31-déc-18	31-déc-17
Taux de rotation moyen du personnel	5%	5%
Taux d'actualisation	1,65%	1,45%
Taux de progression des salaires	2,0%	2,0%
Initiative du départ à la retraite	Initiative du salarié	Initiative du salarié
Table de mortalité	TV 88/90	TV 88/90

Provision pour litiges :

Celles-ci sont destinées à faire face aux risques encourus par la société suite à des risques sociaux ou avec des fournisseurs.

6.10 Emprunts et passifs financiers

Voir les méthodes comptables dans les notes 1.8, 1.21

					31-déc-18		31-déc-17	
En Milliers d'euros	Devise	Parties liées*	taux d'intérêt nominal	Échéance	Valeur nominale	Valeur comptable	Valeur nominale	Valeur comptable
Emprunts obligataires Convertibles	EUR	3	Taux fixe	2023	23 439	20 660	23 439	17 222
Dettes long terme associés	EUR	3	Taux fixe	-	-	-	-	-
Emprunt obligataire OBSA PIK	EUR	3	Euribor+marge	2021	27 103	34 255	27 103	31 683

Emprunt obligataire OBSA	EUR	3	Euribor+marge	2021	18 754	19 270	18 754	19 091
Emprunt obligataire OS 2019	EUR	2	Euribor+marge	2019	10 000	-	10 000	1 894
Emprunt obligataire OS 2020	EUR	2	Euribor+marge	2020	15 000	12 843	15 000	14 306
Emprunts auprès des établissements de crédit	EUR	2	taux fixe		3 462	342	6 326	1 004
Emprunts liés aux contrats de location-financement	EUR	2	taux fixe		70 996	31 484	69 894	28 397
Emprunt et passifs financiers (Part non courante)						118 854		113 596
Dettes long terme associés	EUR				0	0	0	0
Emprunt obligataires	EUR				10 000	1 450	10 000	2 250
Intérêts courus sur emprunts obligataires	EUR				-	-	-	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	EUR				3 462	598	6 326	873
Intérêts courus sur emprunts auprès des établissements de crédit	EUR				1	1	1	1
Emprunts liés aux contrats de location-financement	EUR				70 996	8 370	69 894	8 004
Concours bancaires	EUR				13	13	18	18
Emprunt et passifs financiers (Part courante)						10 431		11 146
Total Emprunt et passifs financiers						129 285		124 742

* 1 = oui, 2 = non, 3 = partiellement

Emprunt OCA :

Le 23/11/2007 émission d'un emprunt obligataire, d'un montant nominal de 21 016 K€, représenté par 7 005 265 obligations convertibles en actions ordinaires de la société, d'un montant nominal de trois (3) euros chacune.

Chaque O.C portera intérêt au taux de 5% l'an, payable in fine à la date de l'échéance de l'emprunt.

La date ultime de maturité est prévue le 23 novembre 2023.

Le 22/04/2008 émission d'un nouvel emprunt obligataire d'un montant nominal de 1 311 K€ représenté par 436 977 obligations convertibles en actions ordinaires de la société, d'un montant nominal de trois (3) euros chacune.

Chaque nouvelle O.C portera intérêt au taux de 5% l'an, payable in fine à la date de l'échéance de l'emprunt.

La date ultime de maturité est prévue le 23 novembre 2023.

Le 28 Juin 2013 émission d'un nouvel emprunt obligataire d'un montant nominal de 1 175 K€ représenté par 391 697 obligations convertibles en actions ordinaires de la société, d'un montant nominal de trois (3) euros chacune.

Chaque nouvelle O.C portera intérêt au taux de 5% l'an, payable in fine à la date de l'échéance de l'emprunt.

La date ultime de maturité est prévue le 23 novembre 2023.

Le 27 décembre 2013 conversion de 20 950 obligations convertibles d'un montant nominal de (3) euros en 62 850 actions de (1) euro de valeur nominale.

Cet emprunt a fait l'objet d'une décomposition en une composante « dette » et une composante « capitaux propres ».

La composante « dette » :

La composante « dette » a été évaluée à la juste valeur correspondant à la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs contractuels actualisés au taux d'intérêt appliqué par le marché à cette date aux instruments ayant des conditions de crédit comparables et offrant pour l'essentiel les mêmes flux de trésorerie, selon les mêmes conditions, mais sans l'option de conversion (IAS 32 §AG31).

Le groupe a retenu un taux de 20% pour déterminer la valeur actuelle de ces flux de trésorerie futurs compte tenu de la structure de financement et des termes et conditions de cet emprunt à savoir que :

- Les obligations convertibles sont détenues de façon pari passu par tous les actionnaires de Holgat. Leur maturité initiale de 10 ans a été repoussée au cours de l'exercice 2013 en novembre 2023. En effet la société et ses actionnaires s'inscrivent dans une optique de détention plus longue que la transaction de 2007 ne l'avait envisagée.
- Ces obligations ne bénéficient d'aucune sureté et sont « junior » par rapport à la dette mezzanine.

Ces éléments dans leur ensemble permettent de définir un rendement d'environ 20% pour ces obligations si elles avaient dû être investis en 2007 par des investisseurs tiers.

La composante « capitaux propres » :

La composante « capitaux propres » a été évaluée par différence entre la juste valeur de l'emprunt obligataire considéré dans son ensemble et le montant déterminé pour la composante « dette ».

Cette composante s'élève à 13 681K€, aucune variation n'a été constatée sur l'exercice.

Dette long terme associés

Dans le cadre de l'acquisition des titres FRANMAT, un apport d'un montant de 3 000 K€ a été réalisé par certains associés. Cet apport a été remboursé au cours de l'exercice 2017.

Emprunt OBSA :

Montant de l'émission : 43 577 K€

Nombre et valeur nominale des OBSA : 43 577 OBSA de valeur nominale de 1 K€

Modalités de remboursement : émission pour une durée de 7 ans et 13 jours, soit un terme au 31/12/2021

Taux d'intérêts :

- Intérêt CASH : Euribor + marge

A chacune des 25 001 OBSA PIK d'une valeur nominale de 1 K€ sont attachés :

- 25 001 bons de souscription dits (les BSA-A) soit au total 25 001 BSA-A attachés aux 25 001 OBSA.
- 150 006 bons de souscription dits (les BSA-B) soit au total 150 006 BSA-B attachés aux 25 001 OBSA.

A chacune des 18 576 OBSA d'une valeur nominale de 1 K€ sont attachés :

- 148 608 bons de souscription dits (les BSA-A) soit au total 148 608 BSA-A attachés aux 18 576 OBSA.
- 891 648 bons de souscription dits (les BSA-B) soit au total 891 648 BSA-B attachés aux 18 576 OBSA.

Pour les conditions d'exercice des BSA (voir contrat).

Aucun mouvement sur les obligations n'a eu lieu sur l'exercice.

Aucun mouvement sur les bons n'a eu lieu sur l'exercice.

Compte tenu du taux de rémunération proposé aux investisseurs, le groupe a estimé que la valeur actuelle de la composante « dette » de cet emprunt est égale à la juste valeur de cet instrument considéré dans son ensemble.

En conséquence aucune composante « capitaux propres » n'a été identifiée et comptabilisée.

Emprunts obligataires :

Emission en 2014 d'un emprunt obligataire d'un montant global en principal de 10 000 K€ par émission d'obligations simples « Contrat de Prise Ferme OS 2019 »

* 1 000 obligations simples d'un nominal de 10 K€ chacune.

* La durée de l'emprunt est de 5 ans et 13 jours à compter de la date d'émission, terme fixé au 31/12/2019.

L'en-cours des OS 2019 en circulation porte, à compter de la date d'émission et pour chaque période d'intérêts, un intérêt CASH annuel égal à l'EURIBOR augmenté de la marge et des coûts supplémentaires.

- Emission d'un emprunt obligataire d'un montant global en principal de 15 000 K€ par émission d'obligations simples « Contrat de Prise Ferme OS 2020 »

* 1 500 obligations simples d'un nominal de 10 K€ chacune.

* la durée de l'emprunt est de 6 ans et 13 jours à compter de la date d'émission, terme fixé au 31/12/2020

Les OS 2020 ont été émises au-dessous du pair à un prix unitaire de 9,9 K€ soit avec une prime d'émission unitaire pour les souscripteurs de 0,1 K€.

L'en-cours des OS 2020 en circulation porte, pour chaque période d'intérêt, un intérêt CASH annuel égal à l'EURIBOR augmenté de la marge et des coûts supplémentaires.

Location-financement :

En Milliers d'euros	31-déc-18				31-déc-17			
	A moins d'un an	Entre un et cinq ans	A plus de 5 ans	Total	A moins d'un an	Entre un et cinq ans	A plus de 5 ans	Total
Paieement au titre de la location	9 100	25 304	7 700	42 104	8 754	22 291	7 700	38 745
Charges financières	-732	-1 353	-166	-2 251	-749	-1 364	-230	-2 344
Valeur actuelles nette de la dette de location-financement	8 368	23 950	7 534	39 853	8 004	20 927	7 470	36 401

Echéancier des dettes financières :

En Milliers d'euros	31-déc-18			
	A moins d'un an	Entre un et cinq ans	A plus de 5 ans	Total
Emprunt obligataires	1 450	87 029	-	88 479
Emprunts auprès des établissements de crédit	598	342	-	939
Emprunts liés aux contrats de location-financement	8 368	23 950	7 534	39 853
Intérêts courus sur emprunts	1	-	-	1
Concours bancaires	13	-	-	13
Total dettes financières	10 430	111 321	7 534	129 284

Les contrats des emprunts obligataires (OBSA, OBSA PIK, OS 2019 et OS 2020) prévoient le respect de différents covenants suivants. Ces derniers sont respectés au 31/12/2018.

Endettement net consolidé	91 082
EBITDA Consolidés	28 550
Ratio d'endettement net consolidé	3,19
Engagement < à	5,50

Cash flow net consolidé	23 341
Service de la dette consolidé	16 171
Ratio de couverture du service de la dette	1,44
Engagement > à	1,00

Endettement senior net consolidé	37 557
EBITDA Consolidé	28 520
Ratio d'endettement senior net consolidé	1,32
Engagement < à	3,50

Endettement senior net consolidé	37 557
Fonds propres élargis	122 304
Ratio de levier	31 %
Engagement < à	95 %

L'endettement net consolidé est défini comme étant :

- l'ensemble des Dettes Financières (y compris les effets portés à l'escompte, les cessions de créances professionnelles conformément aux articles L 313-23 à L131-35 du Code Monétaire et Financier, la part en capital des engagements financiers de crédit-bail et les locations financières de biens pour lesquels une option d'achat existe), en ce compris les Obligations Senior et les Obligations Mezzanine mais à l'exclusion toutefois de tout montant levé au moyen d'une émission d'obligations, de prêts d'actionnaires, de billets de trésorerie ou d'autres titres de créance dans la mesure où ils sont légalement ou contractuellement subordonnés aux Obligations Senior et aux Obligations Mezzanine ;

- diminué du montant des disponibilités et du montant des valeurs mobilières de placement (y notamment les parts de SICAV et de FCP).

L'EBITDA consolidé est défini comme étant :

le résultat d'exploitation consolidé (au sens du Plan Comptable Général) diminué de la participation des salariés augmenté des dotations nettes aux amortissements et provisions d'exploitation et augmenté du résultat exceptionnel lié aux cessions d'éléments d'actifs opérés dans le cadre normal des affaires.

Le cash flow net consolidé est défini comme étant :

- l'EBIT consolidé de l'exercice considéré ;

- augmenté des dotations nettes aux amortissements et provisions d'exploitation ;

- diminué de l'impôt sur les sociétés effectivement acquitté par le Groupe ;

- diminué des investissements réalisés par le Groupe ;

- diminué (ou augmenté) selon le cas de la variation positive (ou négative) du Besoin en Fonds de Roulement Consolidé ;

- diminué (ou augmenté selon le cas) de tout élément exceptionnel ou extraordinaire qui n'entre pas dans l'exploitation courante de la société et qui fait l'objet d'un décaissement (ou d'un encaissement), à l'exception des cessions d'éléments d'actifs réalisées dans le cadre normal des affaires ;

- augmenté du montant du principal de toutes les nouvelles Dettes Financières de toute nature (en ce compris le crédit bail et la location financière) constatées à la clôture de l'exercice social ;

- augmenté des nouveaux apports en fonds propres et quasi-fonds propres au niveau du Groupe

Le service de la dette est défini comme étant :

le montant des Frais Financiers Consolidés augmentés du montant des remboursements en principal afférents à l'Endettement Net Consolidé hors amortissements volontaires et obligatoires anticipés.

Les frais financiers consolidés sont définis comme étant :

les charges financières cash générées par l'Endettement Net Consolidé

L'endettement senior net consolidé est défini comme étant :

L'ensemble des Dettes financières (y compris les effets portés à l'escompte, les cessions de créances professionnelles conformément aux articles L 313-23 à L131-35 du Code Monétaire et Financier, la part en capital des engagements financiers de crédit-bail et les locations financières de biens pour lesquels une option d'achat existe), en ce compris les Obligations Senior, mais à l'exclusion toutefois des Obligations Mezzanine et de tout autre montant levé au moyen d'une émission d'obligations, de prêts d'actionnaires, de billets de trésorerie ou d'autres titres de créance dans la mesure où ils sont légalement ou contractuellement subordonnés aux Obligations Senior;

- diminué du montant des disponibilités et du montant des valeurs mobilières de placement (y notamment les parts de SICAV et de FCP).

Les fonds propres élargis sont définis comme étant :

- le capital social,

- diminué du capital souscrit non appelé ;

- augmenté des primes, réserves, report à nouveau et du résultat net ;

- augmenté des intérêts minoritaires ; et

- augmenté du montant en principal des emprunts obligataires émis par l'Emetteur (autres que les Obligations Senior mais en ce compris (sans exhaustivité) les Obligations Mezzanine et lesOCA) et/ou des comptes courants d'associés (en ce compris (sans exhaustivité) tout compte courant au titre de la Convention d'Avance en Compte Courant), dans la mesure où ils sont subordonnés aux Obligations Senior ainsi que, s'il y a lieu, de tous intérêts y relatifs dans la mesure où ils sont subordonnés aux Obligations Senior

6.11 Fournisseurs et autres passifs courants

En Milliers d'euros	31-déc-18	31-déc-17
Dettes fournisseurs	12 236	8 526
Dettes sociales	3 336	3 384
Dettes fiscales	6 206	4 768
Autres dettes	465	3 057
Avances clients et Produits constatés d'avance	2 235	2 056
Autres Passif courant	12 243	13 265

6.12 Charges de personnel et effectif

Voir les méthodes comptables dans la note 1.16

En Milliers d'euros	31-déc-18	31-déc-17
Charges de personnel	16 081	15 185
Participation des salariés	465	431
Total	16 546	15 616
Effectifs fin de période	243	230

6.13 Dotations aux amortissements et variation de juste valeur des immobilisations

Voir les méthodes comptables dans les notes 1.5.1, 1.10 et 1.11

Les dotations s'analysent de la façon suivante :

En Milliers d'euros	31-déc-18	31-déc-17
Amortissements des immobilisations	2 045	1 768
Variation de juste valeur des immobilisations	5 681	5 917
Total	7 727	7 685

6.14 Résultat financier

Voir les méthodes comptables dans la note 1.18

En Milliers d'euros	31-déc-18	31-déc-17
Coût de l'endettement financier	-9 930	-11 185
Total	-9 930	-11 185

Le montant du coût de l'endettement financier relatif aux parties liées s'élève à 4 451 K€.

6.15 Impôt sur les résultats

Voir les méthodes comptables dans la note 1.19

Convention d'intégration fiscale :

Une convention d'intégration fiscale a été signée le 07/02/2008 entre la SAS Holgat (société mère) et les filiales détenues en France.

Le montant des pertes fiscales reportables s'élève à 8 475 k€ mais n'a pas donné lieu à activation d'impôts différés actifs.

Détail de l'impôt sur les résultats :

Montants comptabilisés en résultat net

En Milliers d'euros	31-déc-18	31-déc-17
Impôts courants	-360	0
Impôts différés	-1 257	509
Total	-1 617	509

Le poste impôts différés comprenait au 31/12/2017 un produit d'impôt complémentaire de 1 636 K€ lié à la prise en compte de la baisse progressive du taux de l'impôt sur les sociétés de 33,33% à 25% à échéance 2022.

Montants comptabilisés en autres éléments du résultat global

En Milliers d'euros	31-déc-18			31-déc-17		
	Avant impôt	Impôt	Net d'impôt	Avant Impôt	Impôt	Net d'impôt
Réévaluation des immobilisations corporelles	-271	90	-180	485	148	633
Total	-271	90	-180	485	148	633

Le poste « impôt » comprenait au 31/12/2017 un produit d'impôt complémentaire de 309 K€ lié à la prise en compte de la baisse progressive du taux de l'impôt sur les sociétés de 33,33% à 25% à échéance 2022.

Ventilation des impôts différés :

Impôts différés passif (En Milliers d'euros)	31-déc-18	31-déc-17
Différences temporaires	-221	-360
Retraitement du locations-financements	711	1 168
Provision retraite	144	148
Retraitement des cessions intragroupes	-1	-1
Retraitement des frais d'acquisition sur titres	159	159
Divers	629	375
Instruments financiers composés (OCA)	-5 046	-5 561
Neutralisation des PGR	-639	-771
Réévaluation des immobilisations (impact réserve de réévaluation)	-4 424	-4 294
Réévaluation des immobilisations (impact résultats cumulés)	-12 161	-10 325
Total	-20 849	-19 681

Rapprochement entre impôts théoriques et impôts réels :

En Milliers d'euros		
Résultat net des sociétés intégrées en K€	5 286	
- Impôts sociaux	-360	
- Impôts différés latents	-1257	
= Charges d'impôts sur les résultats consolidés	-1617	
Résultat avant impôts	6903	
" - Impôts théoriques au taux de 33,33% "	-2301	
= Différence d'impôts	-684	
Explications	Charges	Produits
Différences permanentes sociales	106	-

Différences permanentes consolidation	-	104
Utilisation déficits non activés précédemment	-	733
ID non activés s/déficits de l'exercice	79	-
ID activés s/déficits (non activés précédemment)	-	-
Différence de taux d'impôt social	-	27
Différence de taux d'impôt différé	-	5
Impact de changement de taux d'ID	-	-
Total	185	868
Différence nette		684

Note 7 : Informations complémentaires

7.1 Engagements

En Milliers d'euros	31-déc-18	31-déc-17
Sûretés réelles accordées		
Nantissements sur matériels*	789	1 708
Intérêts des emprunts non échus	11	32
Dont à moins d'un an	8	21

7.2 Publicité des honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes du groupe s'élève à 95K€.

7.3 Rémunération des membres des organes de direction

Le montant des rémunérations des dirigeants n'est pas communiqué car il pourrait permettre d'identifier la situation d'un membre déterminé des organes de direction.

4. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Holgat S.A.S. relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion*Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilité des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Évaluation du goodwill Matebat Holding

Risque identifié

Au 31 décembre 2018, la valeur nette comptable du goodwill Matebat s'élève à 45.804 K€.

Le goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation annuellement à la date de clôture ou dès l'apparition d'un indice de perte de valeur. Les principaux indices de pertes de valeur retenus par le groupe sont décrits dans la note 1.10 de l'annexe aux comptes consolidés.

Comme précisé dans la note 6.1 de l'annexe aux comptes consolidés, le test de dépréciation a pour but de comparer la valeur comptable de l'Unité Génératrice de Trésorerie à sa valeur recouvrable, qui correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs.

L'évaluation de la valeur recouvrable fait appel à de nombreux jugements et estimations de la part du management et notamment l'appréciation raisonnable des flux futurs de trésorerie attendus, des taux d'actualisation et de croissance retenus dans le calcul de la valeur recouvrable.

Au regard du caractère significatif de cet actif incorporel et des éléments d'appréciation inhérents à la détermination de la valeur recouvrable de l'U.G.T. rattaché à Matebat, nous avons considéré que l'évaluation du goodwill constituait un point clé de l'audit.

Notre réponse

Nos travaux ont constitué notamment :

- à apprécier le processus d'élaboration et d'approbation des budgets et prévisions établis par le management ;
- à apprécier la qualité des processus prévisionnels par des analyses critiques des écarts constatés entre les prévisions d'exploitation et d'investissements des années antérieures et les réalisations subséquentes ;
- à apprécier la pertinence des taux d'actualisation et des taux de croissance retenus ;
- à examiner les analyses de sensibilité des valeurs à la variation des hypothèses de flux prévisionnels et des taux d'actualisation ;
- à apprécier la cohérence des éléments composant la valeur comptable de l'U.G.T. Matebat avec la manière dont les prévisions de flux de trésorerie ont été établies.

Évaluation à la juste valeur du parc de grues.

Risque identifié

Au 31 décembre 2018, la valeur nette comptable du parc de grues s'élève à 122 958 K€.

Comme précisé dans les notes 1.5.1 et 1.11 de l'annexe aux comptes consolidés, le groupe a retenu le modèle de réévaluation prévu par la norme IAS16 pour présenter au bilan à la juste valeur les grues détenues en pleine propriété ou par voie de location financement.

L'évaluation de la juste valeur des grues fait appel à de nombreux jugements et estimations de la part du management de la société. La juste valeur des grues fait appel à de nombreux jugements et estimations de la part du management de la société. La juste valeur est déterminée actif par actif en tenant compte des caractéristiques propres à chacun des matériels, du comportement des intervenants du marché et des prix de cession directement observables.

Au regard du caractère significatif des actifs corporels et des éléments d'appréciation inhérents à la détermination de la juste valeur, nous avons considéré que l'évaluation du goodwill constituait un point clé de l'audit.

Notre réponse

Nos travaux ont consisté notamment :

- à apprécier le processus de détermination de la juste valeur des grues par le management ;
- à apprécier par sondages la cohérence de la juste valeur des grues par entretien avec les responsables techniques de la société et par comparaison avec des évaluations externes ;

- à analyser par sondages les cessions de l'exercice afin de comparer les plus ou moins-values réalisées par rapport aux estimations effectuées.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Holgat S.A.S. par les statuts fondateurs du 23 novembre 2017 pour le cabinet Exco Paris Ace et par l'Assemblée générale du 23 novembre 2017 pour le cabinet KPMG Audit Sud-Ouest.

Au 31 décembre 2018, le cabinet Exco Paris Ace était dans la 12^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG Audit Sud-Ouest dans la 12^{ème} année, soit 4 années depuis que les obligations de la société ont été admises aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, et ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilité des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir les procédures d'audit appropriés en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au Comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes :

Labège, le 12 juin 2019

KPMG Audit Sud-Ouest

Paris, le 12 juin 2019

EXCO Paris ACE